



« Je vous l'avais dit ». C'est en ces termes que s'exprimerait #Pius Njawe, le défunt célèbre journaliste camerounais s'il revenait sur la terre des morts-vivants qu'est devenu le Zombiland, autrefois appelé Cameroun

. Il y a 29 ans en effet, interrogé par un confrère qui lui demandait s'il n'avait pas peur d'être de nouveau incarcéré à cause de l'audace éditoriale du Messenger, l'immense et immortel fondateur du journal "Le Messenger", lauréat en 1991 d'un Prix consacrant la reconnaissance de ses confrères d'Afrique et du monde pour son combat en faveur de la liberté d'expression en général et de la liberté de la presse en particulier, répondait que cela ne servait à rien de craindre d'être emprisonné au Cameroun, le pays ayant été transformé par Paul Biya en une vaste prison de plus de 475.000 kilomètres carrés.

De 1991 à 2020, rien n'a changé, si oui dans le mauvais sens. Et Paul Biya, le dictateur d'alors, est devenu un véritable tyran, qu'il soit mort comme le disent certains, ou vivant, comme le prétendent d'autres. On en a la preuve depuis la séquestration le 21 septembre –il y a 66 jours- dans son propre domicile, de son ancien principal challenger à la présidentielle de 2018, Maurice Kamto, dont le crime est de s'être comporté comme tout opposant normal en tirant la sonnette d'alarme au sujet des situations de crise qui menacent dangereusement la stabilité du Cameroun, et à long terme, l'existence même du pays, à savoir la guerre civile déclenchée par les autorités camerounaises dans les régions anglophones afin de prévenir un

supposé “agenda caché”, d’une part, et d’autre part le souci citoyen des Camerounais de voir leur pays enfin doté d’un système électoral rendant possible l’équité et la transparence, bref, restituant aux Camerounais leur souveraineté réelle en matière de désignation de ses mandataires.

Chaque jour qui passe, c’est l’escalade. On est passé des éléments de la police et de la gendarmerie qui encerclaient le domicile de Maurice Kamto depuis la nuit du 20 au 21 septembre 2020, à une unité entière anti-terroriste de la police camerounaise.

Quoique la résidence de Maurice Kamto et son environnement immédiat soient devenus une zone de guerre strictement interdites aux populations civiles, des Camerounais qui refusent d’être des complices de l’assassinat de la vérité ont pu immortaliser une fresque de l’impressionnant dispositif militaro-policié déployé autour du domicile de celui qui est considéré par une frange importante de ses compatriotes comme le plus éminent des hommes politiques camerounais des cinquante dernières années.

Commentant quelques-unes de ces images qui donnent froid au dos et vous dissuade de nourrir encore l’envie de faire la politique au Cameroun, du moins de faire la politique en utilisant des moyens uniquement politiques et non militaires, l’activiste anti-régime Biya, N’zui Manto, écrit sur sa page Facebook officielle : « *Un bataillon de plus de 300 soldats créé et baptisé “Santa barbara élite” vient de prendre poste devant le portail du domicile de l’opposant responsable de la privation de l’hôtel intercontinental de Genève à la photo du 6 novembre 1982. Le créateur et ses créatures semblent mal digérer le sevrage du lac léman et le mont blanc de Genève.* »

L’établissement d’un lien entre l’embastillement de Maurice Kamto et les misères faites en 2019 au président camerounais par ses compatriotes de la diaspora peut paraître excessif. Mais à mettre les choses bout à bout, il semble qu’il n’y ait rien de plus logique. Surtout quand on a affaire à un régime revanchiste.